

**INTERNET ET NOUVELLES FORMES DE CITOYENNETE ENTRE LE LOCAL ET LE
GLOBAL**

Daniel Thierry

Maître de conférences en Sciences de l'Information-Communication
Daniel.thierry@univ-rennes1.fr, + 33 2 96 48 57 78

Résumé : Le programme Cybercommunes a été créé en Bretagne en 1998. Quatre ans plus tard, une évaluation montra un large succès car chacun avait accès à un point d'accès public à l'Internet à moins de vingt kilomètres de chez lui. Toutefois les usages étaient encore rares et de nombreux sites locaux n'utilisaient pas les ressources des points Cybercommunes. Nous montrons ici comment l'action locale et l'information globale s'articulent pour créer de nouvelles formes d'information entre la presse locale et des médias tels que la Télévision ou l'Internet.

Summary : The *Cybercommunes* program was created in Brittany in 1998. Four years later an evaluation showed a broad success, because each one had access to a public access point to Internet with less than twenty kilometers of his home. However uses were still very rare and a lot of local sites didn't use the resources of cybercommunes points. We show here how local action and global information hang together and create new forms of hybrid information between the local press and medias like TV or Internet.

Mots clés : Internet, usages, information, local, global, politiques publiques.

Internet et nouvelles formes de citoyenneté entre le local et le global

Dans une dynamique d'extension des espaces d'informations et de renforcements identitaires locaux, on pourrait être tenté de voir une contradiction potentielle pour les usages des nouveaux médias interactifs planétaires. En l'occurrence l'Internet paraît se situer dans cet espace indéfini qualifié de cyberspace. En s'attachant de plus près aux pratiques locales les tendances se dessinent avec plus de netteté.

Parmi les expérimentations menées en France dans cette perspective, le cas des *Cybercommunes* de la Région Bretagne est exemplaire. Le projet a été initié en 1998 pour réduire la fracture numérique liée aux disparités de l'accès à l'Internet entre les espaces urbains et ruraux. Ce plan consistait à doter le territoire breton d'un étroit maillage de points d'accès publics à l'Internet. Le dispositif s'est appuyé le plus souvent sur des municipalités ou des associations mais aussi sur quelques communautés de communes existantes ou en phase de constitution. Après avoir évalué, en 2002, les résultats de ce programme, il apparaissait que l'articulation entre les objectifs de l'accès au réseau Internet (global) et la vie citoyenne (locale) n'avait pas été pensée par les acteurs du projet. Une étude de terrain a complété cette première évaluation pour comprendre quelles étaient les interactions entre les acteurs de terrain (associatifs, culturels, militants, média alternatifs, etc.) et les usages qu'ils avaient de l'Internet. Abordée de la sorte, la problématique des nouveaux rapports entre l'agir local et l'appartenance à un niveau global se trouve posée en de nouveaux termes. Le bilan global des *Cybercommunes*, dont il sera fait état ici, montre une situation en demi-teinte après six années de pratique où l'on perçoit mal la réduction d'une fracture numérique tout en pressentant l'émergence de nouvelles pratiques de communication hybrides.

1- LES CYBERCOMMUNES EN BRETAGNE

En 1998, alors que les perspectives économiques et les discours de valorisation font de l'Internet un élément central du développement pour le siècle à venir, les pouvoirs publics manifestent leur volonté d'accompagner le mouvement en cours. Les élus du Conseil Régional de Bretagne constatent que, dans cette région où les télécommunications constituent depuis quatre décennies un incontestable vecteur de développement, les Bretons ont très peu accès à ce nouvel outil.

1.1 - La politique d'un Conseil Régional

Le Conseil Régional lance alors un ambitieux programme d'accompagnement d'une offre d'accès public à l'Internet, permettant à chaque habitant de se trouver à moins de vingt kilomètres d'un poste d'accès public. Le dispositif prévoit également de

former toute personne intéressée aux pratiques élémentaires de l'usage de l'ordinateur (bureautique essentiellement) et de l'Internet (connexion, recherche d'informations et courrier électronique). Ce programme repose sur une logique de volontariat où il suffit aux collectivités locales ou aux associations intéressées de déposer un dossier pour obtenir une dotation en matériel de l'ordre de 12.000 euros et une participation à la rétribution d'un animateur permanent sur chaque site. En trois ans de fonctionnement, le dispositif concernait déjà 300 sites labellisés *Cybercommunes*. La politique d'équipement d'espaces publics est quantitativement plutôt réussie. L'évaluation menée par l'équipe du CRAPE/ONTICM de l'IUT de Lannion dans le cadre du MARSOUIN¹ souligne le succès de cette politique publique très volontariste reposant sur des initiatives politiques locales essentiellement communales. Après avoir intéressé les grands centres urbains, de très petites communes sont à leur tour séduites par l'offre publique. Pourtant l'étude détaillée de ce qui se passe dans ces petites communes montre que les pratiques politiques micro-locales ne sont en rien modifiées par la connexion au «réseau des réseaux»².

1.2 - Les acteurs des *Cybercommunes*

L'accès aux nouvelles technologies, sans être centrale, ne laisse pas les élus totalement indifférents. Les dotations du Conseil Régional ont sensibilisé suffisamment d'élus pour que des dossiers émergent de petites communes de moins de mille habitants ayant souvent à résoudre des problèmes bien plus urgents que l'accès à la cyberculture. Cependant, au-delà de l'opportunité de cette dotation, il existe peu de réflexion sur l'usage public de l'outil informatique et les logiques de réseaux sont absentes du choix de l'équipement. En période électorale la thématique de l'accès aux NTIC au sein de la commune a parfois fait émerger des demandes de subvention auprès du Conseil Régional de Bretagne tant de la part des équipes sortantes que de l'opposition.

C'est généralement autour des acteurs institutionnels de la vie politique locale que se bâtissent les projets aboutis. Ce sont essentiellement des projets individuels qui sont à

¹ MARSOUIN, le Môle Armoricaïn de Recherche sur la Société et les Usages d'Internet est un GIS regroupant et coordonnant les travaux entre les équipes de recherche en SHS de Bretagne

² L'intégralité de l'étude menée par le Marsouin peut être téléchargée à l'adresse suivante : http://www.marsouin.org/IMG/zip/Cybercommune_phase1_jan03_rapport-ligne.zip

l'origine des dossiers municipaux ; c'est fréquemment un projet d'activité professionnelle en ligne émanant d'un résident de la commune qui est à l'origine d'un dossier. Les micro-réseaux d'influence expliquent aussi comment un habitant d'une petite commune parvient à obtenir une liaison ADSL au bénéfice de son activité professionnelle.

Autres acteurs des *Cybercommunes*, les animateurs, en grande partie rémunérés par les crédits des *Cybercommunes*, se sont investis dans ces projets leur procurant un statut dans le cadre d'emplois jeunes. Toutefois leurs objectifs personnels se sont très rarement inscrits dans une perspective d'usages citoyens de l'informatique et des réseaux ; beaucoup se sont contentés de délivrer quelques indications techniques satisfaisant *a minima* la curiosité des usagers.

Nous avons aussi rencontré des « bénévoles » vivant sur les communes concernées. Ces individus constituent, non seulement une ressource insoupçonnée pour faire fonctionner le dispositif, mais ils sont surtout porteurs de projets locaux qui ne sont jamais apparus dans les dossiers officiels. Qui sont ces bénévoles ? Les premiers sont des jeunes professionnels avec une petite qualification et espèrent voir leurs projets personnels trouver un terrain d'ancrage dans leur commune ; les seconds sont des pré-retraités ou jeunes retraités souvent très qualifiés. Mais tous ont cherché à établir des liens entre l'Internet et des projets et pratiques locales. On trouve ainsi des permanents d'association, des animateurs (souvent bénévoles) de bibliothèques, ou des passionnés désireux d'échanger leurs pratiques, en quête d'outils disponibles près de chez eux.

1.3 - Comment l'Internet s'est-il inséré dans la vie locale ?

Cette première évaluation de la mise en place de sites publics supposés faciliter l'accès de tous aux nouveaux outils et, de la sorte, transformer la vie citoyenne locale, laisse sceptique. D'une part l'inertie, autant que le manque d'informations, des élus locaux, n'a pas permis de penser des usages pour les machines. Au-delà de la gestion des dossiers de demandes de subventions, les équipes locales n'ont jamais vraiment intégré l'outil dans les relations avec les habitants, avec les écoles, avec les associations. Lorsque des dynamiques dépassant le seul cadre communal se sont mises en place, celles-ci furent le plus souvent orientées en direction de l'extérieur. Un extérieur mal circonscrit, se rattachant davantage aux représentations imaginaires d'un cyber-espace utopique qu'à une catégorie de récepteurs précis. L'effet vitrine de la mise en publicité de l'espace communal, par la presse locale notamment, a souvent été répliqué par la mise en place de sites

Internet dédiés à la commune mais apparemment conçus sans aucune stratégie. C'est ainsi que cette catégorie de sites s'adressant à un « grand autre » décrit quelques éléments de la vie communale, indique les numéros de postes des adjoints et services administratifs sans jamais ouvrir d'espaces d'interaction avec les résidents, avec les acteurs de la vie locale qui sont rarement mentionnés dans ces vitrines. Il arrive aussi que la commune ayant bénéficié d'une dotation *Cybercommunes* ne possède ni site Web, ni même d'adresse électronique.

Sans détailler ici les causes de ces décalages entre les volontés régionales et les réalités de la vie politique locale dans les petites communes rurales, on peut résumer cela à quelques causes principales. En premier lieu, on peut mentionner le manque de références et de conseils pour ces édiles peu accoutumés à penser des gestions en réseau et non pas liées à des équipements traditionnels (infrastructures routières et immobilières par exemple). L'inscription dans des dynamiques collectives de type communautés de communes ou d'agglomération n'est pas encore intégrée par ces maires comme une condition de l'essor local. Dans ces conditions les outils servant ces inter communautés leur restent étrangers et sont parfois perçus comme des menaces pour leurs prérogatives locales.

Nous avons ainsi vu des regroupements de communes ayant bénéficié de dotations *Cybercommunes* qui ont saupoudré les moyens dans chacune des communes adhérentes ; aucune synergie ne s'est produite et le fonctionnement des sites devenait de la sorte trop lourd à assumer pour une commune isolée.

Bien que marginalisés dans le dispositif, c'est chez les « bénévoles » que l'on a trouvé des applications créatives en termes d'animation locale et de mise en réseau des ressources locales. Des ateliers de passionnés se sont parfois montés à l'échelon de la commune pour permettre la découverte *a minima* des fonctions de l'ordinateur (traitement de texte, images numériques, son numériques) et réseaux (recherche d'informations sur le web, courrier électronique, création de pages personnelles). Pourtant ces animateurs sensibilisés aux outils en réseaux n'ont que très rarement pensé à développer des usages à une échelle supra communale. On vit ainsi quelques bibliothécaires initier la mise en réseaux de leurs fichiers, quelques écoles utiliser les ressources des *Cybercommunes* pour travailler à l'échelle du canton. Deux animateurs de *Cybercommunes* ont, pour leur part initié, des usages marginaux, l'un de visiophonie dans une résidence de personnes âgées avec un établissement similaire du Lot et l'autre une Webradio en direction des adolescents.

Une expérimentation menée sur la commune de Paimpol (Côtes d'Armor) a débouché sur la création d'un espace de formation (avec des perspectives de télé-formation) qui privilégiait la qualité des prestations plutôt que l'émission des moyens. Ce choix s'avéra judicieux et reconnu dans l'ensemble de la région puisque ces formations de très bonne qualité furent plébiscitées par un public en quête de reconversion professionnelle sur un bassin d'emploi sinistré. De cette expérimentation réussie naquit l'idée d'organiser une offre de service en réseau sur un territoire dont l'échelle correspond globalement celle du «Pays».

2 - DES UTILISATEURS EN REGION

Pour mieux appréhender la réalité des pratiques et l'articulation entre l'action sur un territoire physique et les pratiques technologiques en réseau, une nouvelle étude de terrain a été diligentée par la Région Bretagne. Cette étude a tenté d'inventorier les pratiques des internautes qui agissent dans l'espace public régional en dehors du dispositif *Cybercommunes*. Les acteurs institutionnels et commerciaux ayant été écartés du corpus, il restait une population de « militants du numérique » partagée entre des activités militantes dans l'espace local et des projets exclusivement construits sur la Toile sans que ces deux types d'activités ne se rencontrent nécessairement.

Ce travail de classification montra combien les deux approches sont souvent dissociées et que les actions repérables sur le territoire physique relèvent du «braconnage» au sens de Michel de Certeau (1980) et n'entretiennent guère de liens avec les acteurs de l'Internet. Précisons aussi que rien de tout cela ne saurait être considéré comme des pratiques stabilisées, ni même comme pilotes de projets en gestation. Cela traduit cependant une vive activité et réflexion en cours sur la place de l'Internet en dehors des sphères institutionnelles ou marchandes. On peut aussi s'interroger à propos de la stabilité des phénomènes observés ; s'agit-il de projets éphémères ou de propédeutiques d'organisations inscrites dans des *modèles communicationnels*³ difficilement perceptibles ?

La seconde interrogation forte concerne le territoire. La conception frileuse d'un territoire replié sur lui-même, exprimée par les élus, est remise en cause par les échelles des pratiques sociales en milieu rural. Alors que la vie quotidienne, professionnelle, économique, culturelle, relationnelle s'organise sur des zones élargies notamment par l'accroissement

des moyens de déplacement physiques. Comment peut-on utiliser les cyber-technologies à la seule échelle de la commune ? Plusieurs exemples montrent que l'offre devrait se déployer à l'échelle de chacun des vingt et un Pays Bretons.

2.1 - Où est l'initiative sur le Web ?

Notre analyse s'oriente à présent sur la compréhension des logiques d'usages qui se développent en dehors des espaces institutionnalisés dont l'abondance ne doit pas faire illusion. Un classement méthodique excluant les sites institutionnels, commerciaux et « fossiles »⁴ montre que l'engouement pour l'expression sur l'Internet demeure assez limité en dehors des sphères associatives et militantes. Quelle est l'origine des sites étudiés ? Sont-ils le fait de « technophiles » avides de cyber-espaces ou bien de militants et responsables d'associations locales en quête d'outils efficaces ? Existe-t-il des liens entre ces deux types de populations ?

Une grande partie des créateurs de sites (souvent des « technophiles ») les ont abandonnés lorsqu'il s'agissait de créer et maintenir un usage. Certains de ces « technophiles » ont créé des sites pour des animateurs qui n'ont pas su par la suite les faire évoluer ou simplement les faire vivre. Les sites s'ossifient et ne drainent alors plus de visiteurs.

Une autre catégorie de « technophiles » concerne les militants de l'Internet capables à la fois de créer des sites, de les fédérer, de les animer et de créer parallèlement, soit une activité de formation technique, soit de construire de véritables projets collectifs parfois à connotation sociale. C'est chez eux que l'on rencontre à la fois une réflexion sur les effets attendus par l'usage des TIC et sur la façon de créer de nouvelles formes de vie sociale.

Des militants et responsables associatifs locaux sont à l'origine de la création de nombreux sites que nous avons étudiés. Leur initiative est le plus souvent dictée par la recherche d'outils de coordination et d'information plus efficaces pour l'action de terrain. Il semble que, libérés de tâches routinières telles la rédaction et la distribution de convocations, ou encore la recherche d'informations, ces personnes perçoivent d'autres intérêts à utiliser l'Internet. Pour beaucoup cet intérêt consiste à mieux recevoir l'information externe, à en accélérer la circulation et à se rapprocher de fédérations existantes (rarement à en créer). En ce qui concerne la diffusion de l'information hors de l'organisation, les initiatives sont assez pauvres. Précisons que les sites étudiés

³ cf. les interrogations que B. Miège émettait déjà en 1989 à ce propos in *la société conquise par la communication*, 2. *La communication entre l'industrie et l'espace public*. Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1997, p.214-215.

⁴ De nombreux sites créés entre 1998 et 2003 ont laissé leur empreinte sur les moteurs de recherche qui les mentionnent encore, mais ces sites ont cessé de vivre depuis fort longtemps.

ont été sélectionnés dès lors qu'ils offraient davantage qu'un site vitrine (souvent constitué d'une seule page) et que, dans notre panel, l'information diffusée est plutôt pauvre et mal actualisée. L'information vers l'extérieur suppose aussi que les conditions de réception dans l'espace public soient réelles, or l'Internet n'offre pas cette visibilité (nous reviendrons sur ce point),.

L'Internet offre également une innovation intéressante pour ces militants associatifs en permettant de recourir à des sites-portails et à des moteurs de recherche associés facilitant la mise à disposition et la recherche d'information sans frais.

L'examen des sites identifiés sur le territoire breton (voir le tableau en fin d'article) met en avant l'aspect «militant» des initiateurs de ces sites et nous rapproche des analyses de Fabien Granjon à propos de l'Internet Militant (Granjon, 2002). En effet, les formes traditionnelles d'attachement du militant à son espace d'action se trouvent recomposées selon des organisations opérées en termes de *projets* tout comme l'appartenance citoyenne des acteurs rencontrés se reformule dans des cadres technico-organisationnels multiples. Ce sont également les fonctions de *passeurs*, *filtreurs* et *interprètes* de ces *maillures* identifiées par l'auteur que nous retrouvons dans les articulations des acteurs du local avec le niveau global.

La représentation des acteurs de l'Internet local selon des grandes catégories d'activités permet de constater que les références à des pratiques militantes sont largement représentées. On trouve en effet, à côté des institutions territoriales et des institutions spécialisées (écoles, bibliothèques, etc.), des sites médiatiques alternatifs, des sites personnels souvent consacrés à la popularisation d'une cause, des collectifs de fait et des associations d'usagers qui s'organisent de façon plus ou moins formelle autour d'un objectif et enfin des organisations altruistes dont l'action militante est une des premières fonctions.

2.2 - Le local, quelle spatialité pour l'Internet ?

En regardant l'hétérogénéité de ce qui précède on ne doit pas perdre de vue le point commun de ces sites : ils ont un ancrage territorial plus ou moins fort mais toujours identifiable. Le retour vers le territoire semble inexorable quand on recherche une échelle entre global et local : *«Le territoire demeure donc un incontournable cadre structurant de la société [...] il doit encore être pensé comme une forme incarnée de la société. Prises dans la dialectique du global et du local, les sociétés territorialement ont donc de beaux jours devant elles»* (Pages & Pelissier, 2000). Lorsque nous regardons la façon dont les usages se développent à l'échelle d'une région, nous entrevoyons de nouvelles formes d'organisations associatives ainsi

que des pratiques de diffusion d'informations alternatives.

Si l'Internet apparaît souvent comme un espace virtuel, immatériel, dénué de centre et de hiérarchie, nous avons vu des sites qui sont au contraire souvent très proches d'organisations sociales pré-existantes. La dénomination des sites n'est pas explicite, ce qui les rend finalement inaccessibles pour ceux qui n'ont pas de proximité avec leurs créateurs ou animateurs. Certes, cette proximité est fréquemment thématique, mais nous voyons aussi l'importance du territoire géographique d'appartenance dans le décodage du site. Durant la phase d'exploration des sites bretons, nous avons mesuré l'importance, pour l'internaute, de situer dans l'espace régional la thématique repérée ; ainsi, la mention de l'activité «tarob» présente moins d'intérêt pour le destinataire que la localisation et les horaires du club local. Cet exemple peut paraître marginal ou excessif, pourtant il s'applique sur l'ensemble des pays où nous avons travaillé, aussi bien aux info-services évidemment, qu'aux informations militantes, qu'à l'information plus ou moins généraliste (le principe de proximité devient encore plus pertinent lorsque les informations deviennent abondantes). Les sites de valorisation artistique n'échappent pas non plus à la nécessité d'une localisation précise permettant de faire vivre l'événement indiqué sur le site ou sur un portail thématique.

Toutefois, cette réflexion sur l'agir local doit être mise en perspective avec une vision élargie des systèmes démocratiques potentiels et avec une confrontation facilitée entre les expériences menées ailleurs à une toute autre échelle. On observe une hybridation des espaces de réflexion et d'action qui va du micro-local à un «global» qui se situe souvent à l'échelle du canton et rarement au niveau «planétaire».

Nos observations rappellent là un paradoxe apparent où un média, annoncé comme planétaire, conforte des identités locales et offre une amplification de l'agir local. Les travaux pionniers sur les usages du *medium* Internet montraient que les pratiques effectives de l'échange se limitaient souvent à l'échelle du quartier. Nous voyons aujourd'hui que cette échelle de proximité cache une articulation plus subtile avec des niveaux élargis. Les sites que nous avons identifiés représentent les divers degrés d'articulation existant entre une action et une circulation locale de l'information à caractère associatif et une pratique d'action et d'information essentiellement conçue pour le réseau Internet et où le territoire local est seulement cité.

3 - UN NOUVEAU QUESTIONNEMENT DU LOCAL ET DU GLOBAL

Quelle est la place du Web parmi les médias et outils de communication ? Cette formulation induit une approche fonctionnelle ramenée à la seule performance technologique des outils ou à un comparatisme au sein de la *médiasphère*. Même si certaines séquences s'inspirent du passé ou répliquent l'histoire de la télématique, voire la constitution des premières gazettes ou radios libres, nous devons nous départir de ces analogies pour appréhender le phénomène observé.

Nous assistons à la construction d'un territoire qui s'inscrit dans des recompositions permanentes où les empilements fonctionnels (économiques, administratifs, professionnels, politiques) modifient les perceptions et les limites objectives des territoires. En dépit de la persistance d'une armature urbaine maillée alliant capitale régionale, villes intermédiaires et bourgs centres, «*Cette représentation rassurante ne dit rien des bouleversements internes qui lient aujourd'hui les résidents des anciens espaces ruraux aux villes moyennes, voire à la capitale régionale, « par dessus la tête » des bourgs centres*» (Behard, 2000). Les citoyens procèdent, eux aussi, à de tels réaménagements. Toutes ces caractéristiques propres à l'aménagement du territoire sont vécues par l'individu qui s'inscrit simultanément (le temps réel du réseau numérique) dans des pratiques multi-territoriales. Ces pratiques peuvent difficilement être pensées à l'aune des médias et outils de communication traditionnels.

Des usages naissent, issus de recompositions et d'hybridations composites alliant les caractéristiques des nouveaux outils de communication personnelle avec de nouvelles formes de distribution et de commercialisation de masse.

Nous voyons ainsi une information planétaire innover l'action micro-locale et les expérimentations sociales d'un quartier ou hameau s'agréger à un processus qui se construit hors du local. Après avoir attendu des médias traditionnels qu'ils remplissent cette fonction de circulation capillaire de l'information locale qui fragmente les médias régionaux (Demers, 2000) et qu'ils développent une forme *d'information permanente* (Ringoot, 2002), on constate qu'ils sont impropres à remplir cette fonction. Notamment parce qu'ils n'offrent pas la capacité de passer en permanence d'un niveau local à un niveau global tout en restant interactifs.

La caractéristique majeure de ces nouvelles pratiques de communications est qu'elles ne produisent pas de nouveaux paradigmes, mais brouillent les référents traditionnels, distribuent différemment les espaces de l'information et de l'action, reconfigurent les alliances d'acteurs, mélangent les discours et les formes d'exposition. Nulle part nous ne voyons émerger de nouvelles

organisations communautaires ou de créations *ex-nihilo* de nouvelles pratiques d'information.

3.1 - L'action locale

L'échelle locale (régionale) demeure pérenne indépendamment des technologies utilisées. Lorsque nous regardons les sites bretons, il est flagrant que la zone dans laquelle ils déclenchent des actions est, au plus large, la Bretagne, mais souvent ce sera la commune ou la communauté d'agglomération. Cela nous rappelle que les systèmes d'acteurs se construisent encore beaucoup dans l'action de terrain.

Pourtant, nous ne saurions nous satisfaire de cette seule perception de l'action locale alors que nous avons affaire à un média qui permet la réplique de l'action (mobilisation simultanée de personnes qui ne se connaissent pas en divers points d'un territoire), l'inscription synchrone dans des actions à diverses échelles (actions physiques locales mais répliquées à plusieurs niveaux du Cyber-espace) et l'inscription transversale à plusieurs réseaux (les fonctionnalités techniques de duplication et de routage facilitent cette poly-activité sur le réseau). L'action se démultiplie ainsi sans affecter la présence physique de l'acteur au niveau local grâce à la multiplication des artefacts.⁵

L'action locale grâce à l'usage des TIC devient une information globale qui circule sur le réseau. Dès lors que les individus notifient leurs modalités d'actions locales, celles-ci deviennent disponibles pour quiconque y accède sur l'Internet. Il s'agit d'une rupture claire avec des pratiques de mise en publicité intentionnelle du mode opératoire des acteurs de terrain ; ce qui est fait avec l'Internet est visible et réutilisable par tous. Le mode d'action local devient donc un référent commun à défaut d'être un modèle. Les modalités d'action n'ont pas besoin de recourir à des médiateurs extérieurs pour être « mise en publicité », l'intentionnalité du destinataire n'est plus systématique dans cette forme de communication où prime l'action. Nous repérons nettement ce phénomène parmi les actions menées au sein du Pays de Brest qui font figures de référence pour une communauté élargie au-delà de la Bretagne⁶

3.2 - L'information globale

L'immatérialité de l'information numérique rend évidemment plus complexe la définition de son espace de diffusion sur l'Internet. Là encore, l'examen du contenu des sites analysés montre que

⁵ cf. GRANJON Fabien, *Mouvement social, « néo-militantisme » et pratiques télématiques*, www.web1901.org/article48.html

⁶ Pour mesurer la portée exemplaire de ce qui se passe dans cette région, consulter le site : <http://www.a-brest.net>

la circulation de l'information s'opère entre le local et un « global » plus large. Mais « plus large », signifie ici que l'on échange des informations avec des sites ou des internautes fréquemment situés dans le département, voire dans la région, moins souvent au niveau national et plus rarement au-delà. Ne nous méprenons donc pas sur l'enjeu à atteindre ; l'éleveur de volailles de Pontivy échange davantage avec son homologue de Quimper plutôt qu'avec un argentin.

L'information pertinente qui circule au niveau global se situe donc essentiellement au niveau infra-régional. Dans la grande majorité des cas, l'information délivrée est implicitement pensée pour être consultée dans la région Bretagne : nous sommes soit en présence d'informations perdant toute valeur d'usage hors région, ou bien les créateurs attendent l'émergence de relations de proximité avec les internautes lecteurs. Les rares cas rencontrés ont souvent pour objet de mettre en place des échanges de points de vue sur les pratiques à l'œuvre avec des acteurs hexagonaux ; c'est notamment le cas des acteurs associatifs promouvant les usages des TIC dans leur espace social. Il peut aussi s'agir de promotion culturelle ou artistique (dans notre corpus) où la cible idéalisée peut se situer hors de la région ; c'est par exemple le cas pour le site du festival des *Vieilles charrues*⁷.

Mentionnons aussi, évidemment, l'information en provenance d'une fédération nationale qui est relayée à l'échelle locale. Dans ce dernier cas, l'Internet n'apporte qu'une optimisation de la réactivité du *medium* et un enrichissement de l'information transmise.

3.3 - Le portail : une articulation entre global et local

Le portail local constitue « une intermédiation essentielle dans un système réticulaire où la multiplicité des sources facilite un certain éparpillement des internautes sur la Toile, et là encore renforcée pour le local, pendant extrême du global » (Rebillard, 2002, p. 37) et les sites qui se constituent en tant que portail partent gagnants dans la course à la visibilité sur le Net régional. Alors que les médias traditionnels ont un moment été pressentis pour assurer cette fonction, on peut s'étonner qu'aujourd'hui cette fonction essentielle de portail ne soit pas davantage convoitée par les acteurs régionaux.

Ces fédérations d'usages, sous réserve d'être plus fortement structurées, s'annoncent donc comme une véritable innovation fondée sur l'utilisation de l'Internet. Il n'est pas question avec le portail de fédérer des acteurs, ni de réduire leur autonomie, ni même de pré-organiser des communautés, mais

simplement de décupler la mise en visibilité de chacun des acteurs locaux sans altérer ses singularités. Métaphoriquement, ce portail permet simplement de passer au niveau de l'espace public global au lieu de la seule action locale qui s'exprime avant tout dans les sites étudiés.

La capacité de territorialisation du portail (rattachement à un espace d'expression délimité par l'identité collective de ce portail) s'étend à tous les sites sans distinction de taille ni de statut. L'auto édition qui, dans les sites personnels, est le niveau le plus micro local que l'on puisse trouver sur la toile occupe pourtant une place significative sur les portails. Avec les portails, nous trouvons une forme d'appartenance qui ne s'apparente guère à des agrégations communautaires, mais surtout à une référence à de simples territoires du cyber-espace où évoluent les « blogueurs »⁸ et autres internautes indépendants.

3.4 - Où l'on réinvente la gazette de pays

Si nous nous attachons à ces nouveaux médias sans se laisser éblouir par l'effet « *high tech* », nous retrouvons les éléments constitutifs de *la Gazette* originelle de Théophraste Renaudot en 1631. En effet, nous rencontrons ici un mélange d'annonces (local) et de nouvelles collectées (global) destinées à être portées à la connaissance du plus grand nombre. Cette *Gazette* n'était pas, à l'origine, réalisée par un « journaliste » patenté mais par un médecin philanthrope, sans doute fort comparable à ces créateurs de sites rencontrés en Bretagne. À quoi servait cette gazette ? Elle renforçait l'identité collective de son lectorat, elle permettait la circulation de l'information, elle ouvrait un espace de vie publique, elle facilitait le partage des savoirs, elle s'affranchissait des limites de la seule information locale. Ces analogies, aussi troublantes soient-elles, ne doivent toutefois pas masquer une différence capitale : l'Internet contemporain ne s'inscrit pas dans un espace public au sens d'Habermas. L'Internet que nous regardons se développer, et cette tendance devrait croître avec le phénomène d'auto publication, renforce surtout l'interpénétration du public et de la sphère privée en favorisant la circulation des expressions privées. Ce qui manque à ce *medium*, et justement ce que recherchent les acteurs du cyberspace, ce sont des espaces-publics jouant ce rôle d'*agora* et de *forum*. La parole sur le Web est en quête d'espaces d'affichage (de type *dazibao*) à défaut de l'amplification et de l'emphatisation que proposent les médias institutionnels. On ne peut écarter cette question préalable à toute réflexion sur l'avenir des

⁷ www.vieillescharrues.asso.fr

⁸ Le phénomène des « weblogs » s'est développé très rapidement entre 2002 et 2004 où la population de ces éditeurs de « carnets » souvent très personnels ont été agrégés à leur corps défendant dans le territoire U-topique de la « *Blogosphère* »

usages sous peine de se tromper de genre. Aujourd'hui fort peu sensible, si ce n'est à propos peut-être des portails évoqués ci-dessus, ou bien encore des sites « d'écritures publiques », cette question occupera une place importante dans la réflexion sur les phénomènes d'auto-publication en ligne. Comme le rappelle Pierre Chambat, « *les TIC, dans leur double dimension de technique et de communication, sont ainsi au cœur d'une tension entre les tendances à l'individualisation et les processus de socialisation dont elles sont le vecteur* » (Chambat 1995) (Jauréguiberry, 2003) ; il ne faudrait donc pas rechercher à tout prix dans l'usage de l'Internet les signes d'un regain des pensées et pratiques publiques.

On remarquera aussi dans nos comparaisons avec les médias, les références implicites aux pratiques journalistiques sont fortes et, même si celles-ci ne sont pas affichées comme telles, les projets et les formes de produits trahissent les références des auteurs. Les productions à venir devraient voir ce phénomène s'accroître quand on sait que le logiciel d'auto-publication SPIP, qui s'impose assez largement pour développer des produits éditoriaux sur Internet, a été pensé et développé en référence aux pratiques des journalistes, notamment celles du *Monde Diplomatique*.

La désintermédiation généralisée ?

Les différentes études dont nous rendons compte ici montrent que les technologies de l'Internet ne peuvent être analysées à partir des modèles de représentations politiques classiques. Ces modes de fonctionnement, centrés sur le local, témoignent de leur incapacité à impulser, ou même à gérer les usages citoyens des TIC. Mais l'organisation que nous voyons se construire sous nos yeux selon un modèle empruntant beaucoup aux modèles militants classiques est en phase d'être dépassée à son tour par des modes d'expression et de constructions de territoires se référant largement à des formes de publications égo-centrées utilisant notamment les portails comme niveau central de référence. Mais ce phénomène de désintermédiation, même s'il brouille momentanément la cartographie de nos espaces, réhabilite fortement l'échelle de l'action locale en l'articulant avec le global. Alors que l'ouverture vers un ailleurs accessible toujours élargi, alors que les masses d'informations disponibles ne cessent de croître, alors que les médias classiques restent relativement à la marge des TIC en ligne, nous (re) découvrons que finalement ces transformations se traduisent dans l'action locale de différentes façons. Le phénomène le plus flagrant est incontestablement que le travail de médiation opéré par les acteurs traditionnels de la communication s'estompe, voire disparaît, au profit d'échanges opérés selon le mode de la percolation par exemple. Ce que nous observons dans le cas présent, réorganise avant tout les

modalités de l'action locale en la rendant souvent plus « spontanée » ce qui suppose notamment moins de structuration et d'organisation, elle permet aussi une réactivité plus forte à laquelle le téléphone portable nous a déjà habitués (Jauréguiberry, 2003). Les formes d'interconnexions des réseaux sociaux présentent, elles aussi, des nouveautés ; en dehors de toute organisation, de toute institution, de toute communauté, des groupes informels et des individus affichent leur pratiques sur la Toile. On assiste ainsi à des inventions propres à ces modalités d'échanges d'informations. Un certain nombre d'entre elles s'inspirent largement des pratiques journalistiques des expressions émergentes en donnant lieu à des phénomènes comme les Weblogues, les Wikis, ou bien à la création de portails locaux compilant une information venue du « global ». Nous assistons à la naissance de nouveaux échanges et l'on peut penser que l'avenir apportera sans doute plus de surprises en provenance du local que d'un global qui n'a pas encore su se constituer de façon structurante.

BIBLIOGRAPHIE

- BÉHAR Daniel, *Les nouveaux territoires de l'action publique*, in PAGES Dominique & PELISSIER Nicolas, *Territoires sous influence/1* Paris, L'harmattan, Coll. Communication et civilisation, 2000, pp 83-101.
- DE CERTEAU Michel, *L'invention du Quotidien. Arts de faire* (tome 1), Paris, Union Générale Des Editions, 1980, 316 p.
- CHAMBAT Pierre, "Espace public / espace privé : le rôle de la médiation technique", in PAILLIART Isabelle (dir.), *L'espace public et l'emprise de la communication*, Grenoble : ELLUG, 1995, pp. 66-98
- François DEMERS, *L'Internet un facteur de fragmentation du « Régional » illustré par le cas du Soleil de Québec*, in THIERRY Daniel (textes réunis par), *Nouvelles technologies de communication, nouveaux usages ? Nouveaux métiers* ", 2000, pp 219-231, Paris, l'Harmattan, coll. Communication et civilisation.
- GRANJON Fabien, *L'Internet militant. Mouvement social et usage des réseaux télématiques*, Rennes, Éd Apogée, 2001, 189 p.
- JAUREGUIBERRY Francis, *Les branchés du portable. Sociologie des usages*, Paris, PUF, Coll. Sociologie d'aujourd'hui, 2003, 195 p.

PAGES Dominique & PELISSIER Nicolas,
Territoires sous influence/1 Paris, L'harmattan,
Coll. Communication et civilisation, 2000, p. 17.

REBILLARD Franck, *Trafic d'affluences, la structuration de l'environnement médiatique local sur l'Internet* Inform@tion.local, DAMIAN Béatrice, RINGOOT Roselyne, RUELLAN Denis, THIERRY Daniel (s/dir) Inform@tion.local, *le paysage médiatique régional à l'ère électronique*, Paris, l'Harmattan, coll. Communication et civilisation, 2002, p. 37.

Roselyne RINGOOT, *l'information perpétuelle. Les constructions temporelles dans l'Internet local*, in DAMIAN Béatrice, RINGOOT Roselyne, RUELLAN Denis, THIERRY Daniel (s/dir) Inform@tion.local, *le paysage médiatique régional à l'ère électronique*, Paris, l'Harmattan, coll. Communication et civilisation, 2002, pp.293-305.

Tableau récapitulatif des sites choisis sur le territoire breton

<i>types de contenus</i>	<i>militants/ social</i>	<i>informations de type journalistique</i>	<i>formation / orientation/ profession- nelles</i>	<i>promotion culturelle</i>	<i>promotion commerciale</i>	<i>participatifs/ forums</i>	<i>informations pratiques</i>	<i>portail/ annuaires répertoires de liens</i>	<i>Notes & créations personnelles</i>
Institutions territoriales									
Institutions spécialisées (Écoles-bibliothèques, etc.).									
Institutions médiatiques									
Personnel									
Collectifs de fait									
Commercial-entreprise									
Associations -usagers									
Associations altruistes									